

Casino américain ou l'arnaque légalisée

«Professeur», j'aurais tant voulu, à travers l'hospitalité de ces colonnes, vous adresser mes sincères remerciements pour votre dévouement, votre conscience et votre dextérité professionnelle au mieux à soulager, au pire à atténuer la douleur de tout malade. J'aurais tant voulu également citer en exemple votre humanisme, votre bonté et votre disponibilité à l'égard de votre prochain sans chercher à savoir qui il est, ce qu'il fait et surtout la consistance de son portefeuille.

Hélas, mille fois hélas ! vous venez d'administrer la preuve qu'en fait vous n'êtes qu'un arnaqueur, un charognard, un pervers inassouvi dont le seul objectif est de vous enrichir vite fait mais surtout mal fait.

Au diable la déontologie médicale et le serment d'Hippocrate car tel un tâcheron sans cesse à l'œuvre, infatigable, désertant à longueur de journée et sans aucun état d'âme le secteur public qui vous emploie et vous rémunère au profit d'une «clinique» privée où le gain est plus rapide, plus conséquent et surtout plus facile.

Devrais-je m'étaler sur votre blouse sale qui s'accommode harmonieusement avec votre conscience basse et mesquine et cette salle d'opération qui n'a rien à envier à une remise délabrée ? Devrais-je encore ajouter et décrire cette salle d'attente où sont disposées, dans un désordre parfait, des chaises usées, achetées certainement auprès du brocanteur du coin ?

Voilà planté le décor de cette «clinique» privée où il vous est interdit toute remarque ou observation en rapport avec les activités de ce lieu, piétinant les règles d'hygiène élémentaires alors qu'au sein du secteur public vous ne cessez de réclamer plus et mieux, admonestant vos subalternes et vociférant contre votre hiérarchie qui peine à satisfaire vos exigences, copiant maladroitement Docteur Jekkyll et Mister Hyde en reflétant l'image fidèle de la double personnalité.

Ce secteur public que vous avez sciemment dévoyé, détournant vos malades vers cette clinique alors qu'en principe votre présence est plus utile et indis-

pensable au sein de ce secteur, malgré certes les insuffisances manifestes, les dysfonctionnements relevés mais que l'Etat aplanit graduellement d'année en année.

Ne voit-on pas proliférer, tels des KMS et fast-food, des cliniques où souvent le luxe ostentatoire étalé et la renommée du personnel y exerçant ne sont pas forcément synonymes de qualité de soins, car seul compte l'amortissement des frais engagés. Un malade s'attend surtout à une prise en charge convenable, à tout le moins humaine pour laquelle il débourse une somme faramineuse, collectée trop souvent dans la douleur et la souffrance auprès d'amis et proches.

Quant à vous «professeur» sans citer votre nom ni la ville d'implantation de la clinique où vous exercez, vous vous reconnaissez sûrement, quels arguments pourriez-vous invoquer d'abord à cette personne malade qui s'est présentée à vous, ensuite et surtout à votre conscience (si vous en avez) car je peine à comprendre comment après avoir pro-

cédé à une petite intervention, je m'abstiendrais de donner plus d'information, et devant l'échec de cette tentative, vous osez lui demander, toute honte bue, que vous pouvez la lui refaire mais en ne payant que la moitié du prix initial ? Quel culot ! Quelle outrecuidance ! Vous savez, «professeur», ce que j'ai suggéré à cette personne ?

De déposer plainte auprès de qui de droit, de payer s'il le faut un encart d'une page dans les journaux pour ruiner toute votre renommée et pour que tout le monde sache qui vous êtes en réalité. Même en souffrant le martyre et dans son incommensurable douleur, la réponse de cette personne m'a bouleversé par sa foi et sa croyance. «Je m'en remets à Dieu !» m'a-t-elle dit. Quant à moi, bien qu'également croyante, j'y ajouterais encore : «Professeur», soyez certain que sur cette terre vous ne jouirez jamais ni sereinement ni paisiblement de toute la richesse accumulée au détriment de la santé d'un malade.

B. Samah



**COUP
DE
SOLEIL**

La ville des Roses perd du vert !

En ces journées des grandes chaleurs, la ville des Roses – devenue de nos jours le portebonheur de l'équipe nationale – connaît une dégradation des espaces verts qui apportent fraîcheur et repos aux citoyens ainsi qu'aux visiteurs de la ville. Si ce n'est pas les incendies, c'est le béton qui ronge, les murs qui s'érigent, les décharges à ciel ouvert qui prennent place dans un décor fait des mains des responsables directs ou indirects du peuple.

• Problème

Je citerai le cas de ma cité, enfin notre petite impasse qui faisait baver les passants en offrant avec ses sapins centenaires (de l'ère coloniale ou même bien avant) une vue assez rare, de l'air pur. Cette vue n'existe plus depuis déjà 3 ou 4 mois : au moins 4 sapins ont été coupés pour des raisons injustifiées et injustifiables (je sais que mon intervention vient en retard). Un mois après, le mur qui délimitait l'entrée de l'impasse a été, à son tour, rasé. Rajoutez à cela les travaux d'assainissement (commencés en décembre 2007 !) et un bitume qui n'arrivera jamais à se poser sur cette «piste» d'atterrissage pour cargos ! Le résultat : une copie conforme d'une entrée d'un chantier abandonné, habité par des familles qui, l'hiver, tentent de franchir le test des flaques et de la boue sans échec, et l'été font sécher leur linge à l'intérieur de leurs chambres pour éviter les poussières soulevées au moindre coup de vent ou voiture qui passe !

• Analyse

Bon, je sais bien que nous ne sommes pas les seuls à souffrir des chantiers inachevés. Des milliers de cités à travers le territoire national le sont. Mais couper des arbres, source de la vie, sous le nez des autorités qui accrochent chaque année des banderoles «Préservez l'environnement», voilà qui est inadmissible.

• Action

J'ai pensé à un remède – disons une petite ruse – pour bénéficier de travaux «sur mesure», «dans les délais», «dans les règles de l'art»... ISO9001 quoi... Invitez le Président à passer l'après-midi chez vous ! 48 heures avant, vous n'allez pas reconnaître votre quartier, ni votre adresse personnelle mentionnée sur votre carte nationale... Si chacun de nous le fait, ou fait semblant de le faire, adieu les pistes, les décharges, les sachets noirs (et blancs) en l'air, les mauvaises odeurs, les travaux «suspendus», les bouchons de circulation, les dos d'âne... et j'en passe... La ville algérienne tant rêvée.

Adnane Y.

NOTRE SÉLECTION

«I have a dream...»

Il m'arrive souvent de fermer les yeux et de faire ce rêve insensé : je vis dans un pays où il fait bon vivre, un pays où chacun est libre de penser, de s'exprimer et d'agir à sa guise, un pays où chacun est reconnu à sa juste valeur. Je vis dans un pays où la corruption n'existe pas, où les constructions illicites ne poussent pas ici et là comme des champignons, un pays où les intellectuels n'ont pas des fins de mois difficiles et où plus personne ne vit sous le seuil de la pauvreté...

Je vis dans un pays où les gardiens de parkings informels n'existent pas, où les employés administratifs sont souriants. Je vis dans un pays où les hôpitaux ne sont ni archaïques ni à l'agonie, dans un pays où les mosquées surréalistes érigées à la gloire de dirigeants mégalomanes n'existent pas... Dans ce pays-là, j'ai 22 ans mais je ne m'ennuie pas à mourir et je ne fais pas partie de cette jeunesse délaissée et méprisée. Dans ce pays-là, tout le monde a une vie décente et personne ne cherche l'exil.

Je vous disais que ce rêve était insensé parce que lorsque j'ouvre les yeux la réalité me rattrape : nous sommes en 2008 et mon pays, c'est l'Algérie...

Nezha H.

La police en question

La modernisation de la police est une bonne chose. Elle ne devrait cependant pas se limiter au changement de tenue, qu'elle soit anglo-saxonne ou autre.

Elle devrait aussi apparaître moderne dans son comportement avec les citoyens, dans la gestion des documents qu'elle leur retire et qu'elle perd, dans l'abandon de son arrogance et la posture de cow-boy au milieu de la chaussée pour diaboliser les automobilistes alors qu'elle «oublie» de faire son véritable travail en débarrassant les rues squattées par les revendeurs ambulants, violents et souvent drogués et ce... à 100 mètres du siège de la DGSN, de tolérer que des commerçants s'approprient le domaine public en se réservant des morceaux de chaussée sans qu'elle intervienne. Ce sont ces «portes ouvertes» que la police devrait privilégier. Il est vrai que l'exemple vient d'en haut où on préfère «le-paraitre».

Fawzi Z.

La bonne gouvernance

Pendant que l'on nous abreuvait, des années durant, de soi-disant changements que l'on allait impulser pour une meilleure vie du citoyen, d'autres pays ont eu le temps de réaliser valablement mille et une réformes.

En fait, les changements, chez nous, sont souvent de vieux projets, du «déjà vu», que l'on a été retirer des tiroirs après avoir été raccommodés et rapiécés. On palabre, on palabre, pendant que les autres construisent l'avenir de leur pays, dans un monde où souvent le changement est si rapide qu'il ne donne pas le temps de se préparer. Même si le prix du baril de pétrole est à plus de 140 dollars et que les réserves dépassent les 120 milliards de dollars, cela ne servira à rien en l'absence de ce qui nous manque cruellement, une bonne gouvernance.

B. Mohamed

Moretti, avant...

Entre six et huit ans, je me baignais à Rmila ou l'Amirauté. A huit et plus, je découvrais les plages paradisiaques de Moretti et Palm Beach. A cette époque, l'édén existait à Alger. Des plages au sable fin, brillant de mille éclats, la mer était bleue et propre. Les années 1970, Sidi-Fredj accueillait les familles avec leurs couffins remplis de victuailles. On préparait la bouffe dans la forêt, on se baignait librement en maillot sans honte, sans complexes ! Nous étions libres ! Puis vint la maturité : Club-des-Pins nous recevait encore et nous offrait des plages. Elles n'étaient plus comme avant mais elles existaient pour nous... Et puis ce jour arriva... Maintenant, j'étouffe dans mon F3 bétonné banlieusard.

Une désespérée

1 500 «mères»...

Cette information livrée par la radio dès les balbutiements de la matinée me laissa interloqué : la présidence et les ministres de la République reçoivent les maires algériennes !

Livrée à mes collègues de travail, cette information, peu convaincante au premier abord, a donné lieu à moult supputations, surtout qu'en cette période de plage et de pêche, le canular du poisson d'avril est écarté :

- vu leur nombre, c'est pour les inviter à voter la révision de la Constitution instituant le

troisième mandat, suppose Madjid ;

- pour Samir, ça permet simplement à nos dirigeants de voir à quoi ressemble une femme algérienne, la plupart d'entre eux ayant des épouses de nationalité étrangère ;

- c'est pour endiguer le phénomène des harragas, pronostique Kamel : on subventionne les mamans qui achètent des baskets, des baggy et des MP3 à leurs enfants sans que ceux-ci travaillent ;

- étant dépeniées, on a fait appel à elles pour consommer les 125 milliards de dollars de réserves, conclut Hamid.

Finalement, et après lecture du journal, je confirme que ce sont les mairies et non les mères qui sont invitées. Un malentendu qui donne lieu à une interrogation : est-ce plus utile d'inviter les mairies ou les mères ?

Ne répondez pas tout de suite, il y a un piège !

Aliane Merouane, T-O

Nos jeunes vivent-ils leur jeunesse ?

Ne dit-on pas que les plus belles années sont nos dix-neuf-vingt ans.

Est-ce que nos jeunes vivent réellement leur jeunesse ?

Est-ce qu'ils jouissent vraiment de la liberté qui leur est normalement conférée ?

Messieurs les dirigeants, faites en sorte que nos jeunes puissent se sentir bien dans leur peau et qu'ils enlèvent l'idée de partir. Construisez des centres de formation, bâtissez des complexes sportifs, comme une piscine dans chaque commune, un stade dans chaque quartier... J'aime l'Algérie ! Vive l'Algérie

Une Algérienne frustrée

Les défis de l'Algérie

Au-delà du choix que chacun de nous fera, qui n'est pas conscient de cette évidence ?

L'Algérie ne pourra affronter les défis qui l'attendent que si le pouvoir en place se remet en cause et si l'opposition se libère de ses démons ; que si les clivages obsolètes sont redéfinis et redessinés ; que si, au-delà du vote, les citoyens reprennent leur destin en main et redeviennent acteurs principaux de leur devenir.

Tahir Ahmed-Ouahbi
(Oum-El-Bouaghi)